NUMERO 658 PRIX : 10 F MARS 1980

la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE - FONDÉE PAR PIERRE MONATTE EN 1925

VINGT ANS APRÈS

Pourquoi ne pas emprunter ce titre à un grand romancier populaire ? Pour nous autres, cette double décennie 1960-1980 a été marquée à l'Est comme à l'Ouest par le soulèvement international de 1968. Mais il se trouve aussi qu'il y a juste vingt ans, disparaissait le fondateur de cette revue, le camarade **Pierre Monatte.**

En dehor sde notre cercle, combien y a-t-il encore de gens pour qui ce nom est un écho sonore ? Une génération nous sépare de sa mort et déjà s'estompe son souvenir. Mais les jeunes historiens, assez nombreux, qui s'intéressent à l'histoire du mouvement syndicaliste ouvrier, retrouvent son nom lié aux événements sociaux de la première moitié de ce siècle. Pour ces vingt ans écoulés depuis sa disparition, sa pensée et son exemple n'ont pas cessé de nous habiter. L'actualité les retrouve et il se pourrait bien qu'ils éclairent, parfois sans qu'ils le sachent, la route des jeunes militants des vingt ans à venir.

En 1909, Pierre Monatte fonda **« la Vie Ouvrière »** dont les historiens sociaux connaissent bien la petite couverture grise et la richesse cependant de son contenu. Notre revue, « la R.P. », comme disent les militants, fondée en 1925 par Monatte, n'est qu'une héritière qui s'efforce à ne pas démériter. Entre ces deux dates : 1909, 1925, deux événements ont changé le siècle : la première guerre mondiale, puis la première émergence odieuse du stalinisme. Les deux fois, la voix de Monatte s'est élevée, dans le mouvement socialiste international, pour dénoncer l'une et l'autre tandis que presque toutes les autres voix criardes répétaient les mensonges des « autorités ». Dès la fin de 1914, Monatte démissionnait du comité confédéral de la C.G.T. devenue un des meilleurs soutiens de la guerre. Ce premier geste de protestation amorça la reprise des relations internationales entre les adversaires de la guerre. Quand il revint des tranchées, il fut le porte-parole et la conscience de ceux qui demandaient des comptes aux « jusqu'au boutistes ».

Mais derrière une révolution, derrière l'Octobre 17, que l'on croyait devoir être une révolution socialiste et prolétarienne, se dessinaient les premiers traits de la dictature stalinienne, du totalitarisme de parti et d'Etat. Monatte les discerna tout de suite et ne les accepta pas. Il fonda cette revue pour dénoncer la contre-révolution

qui commençait et qui devait donner les fruits abominables que l'on sait. Le titre **« La Révolution Prolétarienne »** était tout un programme d'opposition et de ralliement.

Quelle lucidité et quel mérite d'avoir déjà découvert, en 1925, l'affreux visage du stalinisme tandis que la plupart des intellectuels de gauche « allaient à la soupe » ou honoraient le mensonge !

Pour sa nouvelle entreprise syndicaliste révolutionnaire où Monatte retrouvait la ligne de l'indépendance du syndicalisme qu'il ne devait plus quitter, Monatte avait des compagnons : Alfred Rosmer, Robert Louzon, Maurice Chambelland et quelques autres. Ces noms, méconnus du public, les vieux lecteurs de « la R.P. » ne les reliront pas sans émotion et sans que se ranime chez eux une flamme de souvenir. Les jeunes les découvriront avec étonnement et, enrichis de leur enseignement et des expériences nouvelles, ils partiront finir le siècle.

Ils n'écouteront pas les grandes formation qui leur parlent « d'efficacité ». A ce mot d'efficacité, apparaît près de nous, proche à nous toucher, un autre disparu de 1960 : Albert CAMUS. Celui-là, son nom s'écrit encore dans les cahiers de « l'intelligentsia ». Il était de bon ton, hier encore, de le mépriser, d'en faire un philosophe pour lycéens. Méfions-nous des honneurs nouveaux qui l'accableraient aujourd'hui.

La vérité, c'est que Camus, mort prématurément, est le grand penseur du demi-siècle que nous vivons. Quoique philosophe, il était lucide (rappelons-nous l'apologue du philosophe tombé dans le puits). Albert Camus était notre penseur. Nous le revendiquons et il ne nous aurait pas repoussés. Dans son « Homme révolté », c'est le le syndicalisme révolutionnaire qu'il reconnaît pour son efficacité. Car il y a, dit-il, deux efficacités : celle qui est bonne pour prendre le pouvoir et le conserver par tous les moyens. C'est l'efficacité des Césars et des tyrans, fondée sur la violence et la terreur. **« Avec l'état de siège, le dernier des imbéciles peut gouverner »**, disait le pamphlétaire Henri Rochefort, et nous n'aurions pas à aller loin pour trouver dans les faits contemporains confirmation de cette maxime.

L'efficacité qui intéresse Camus et qui nous intéresse, c'est celle qui a transformé la condition ouvrière, celle qui veut donner aux travailleurs — dans les faits et pas dans les mots — plus de bien-être et de liberté.

L'objectif n'en est jamais atteint, la tâche n'en est jamais accomplie. Ce n'est pas pour ça qu'elle n'est pas efficace. L'histoire répond qu'elle l'est et qu'elle l'est seule.

Jeunes camarades, vous avez avec nous du pain sur la planche. Ce n'est pas un choix entre plusieurs centrales syndicales que nous vous proposons, quoique ce choix soit à faire. C'est le choix entre ces deux « efficacités ». La nôtre, celle de Camus, celle du syndicalisme révolutionnaire, ne se proclame pas sur les tribunes officielles ; elle ne conduit pas aux décorations, à ce qu'il est convenu d'appeler les honneurs. Elle s'opère dans tous les lieux où l'homme travaille, où il s'emploie (où on l'emploie) à une tâche réputée utile. Quel travail réellement efficace que celui du militant obstiné et obscur qui prend sa modeste part à la formation d'une civilisation de « travailleurs fiers et libres » selon l'expression de Fernand Pelloutier, un autre grand précurseur !

C'est la grande œuvre des vingt années qui nous sépare de la fin du siècle. Soyez tranquilles, camarades, il y aura encore du boulot après l'an 2000 !

Il serait bon pourtant que, bien que l'avenir immédiat apparaisse sombre et bouché entre les mains de dirigeants « efficaces », il serait bon que la nouvelle génération puisse quand même dresser à la fin de l'an 2000, en écrivant son « Vingt ans après », un tableau où il y aurait autre chose que crise, désordre et guerre.

LA REVOLUTION PROLETARIENNE

21, rue Jean-Robert, 75018 PARIS

Tél. : 607-02-06

C.C.P. 734-99 W Paris

Abonnements (y compris Marché Commun) :
6 mois, 50 F — 1 an, 100 F

Autres pays : 6 mois, 60 F — 1 an, 120 F

La prochaine réunion de
l'UNION DES SYNDICALISTES
aura lieu
le **samedi 5 avril** à 15 heures
La réunion suivante le **samedi 3 mai**
à la même heure

Permanences :
les lundis de 15 à 17 heures
les mercredis et jeudis de 17 à 19 heures

Dans la grande ligne du refus d'Ignazio Silone et de Marco Pannella,

lisez, amis lecteurs, toutes affaires cessantes,

LE XXe SIECLE

raconté par

Max GALLO

(Librairie académique Perrin)

Nous rendrons compte de cet ouvrage dans une prochaine R.P.

Dès maintenant nous pouvons vous le faire parvenir au prix de 56 F franco (voir placard page 16).

CHRONIQUE DE L'UNION DES SYNDICALISTES

Quand les patrons font du « social »

« *Une nouvelle stratégie du progrès social* ». Qu'est-ce que c'est ? C'est le titre sensationnel d'un grand article, dans « Le Monde » du 26 février, de M. François Ceyrac, le président du Conseil National du Patronat Français. En ce domaine, M. Ceyrac préconise « la souplesse ». Ce qui veut dire qu'il n'aime pas les contraintes des lois sociales, ni même celles des conventions collectives trop générales. Il vaut bien mieux s'accorder, dans chaque entreprise, entre patron et salariés, étant bien entendu — M. Ceyrac l'écrit expressément — que « le chef d'entreprise est l'homme de la décision sociale autant que de la décision économique ». M. Ceyrac appelle ça « l'individualisation des solutions ». C'est une sorte de paternalisme à la japonaise que ne doit venir entraver une quelconque réglementation (celle du droit de licenciement par exemple, qui tombe comme par hasard sous sa plume).

Comme le colonel est le père du régiment, le chef d'entreprise est le père de l'atelier. Il serait plutôt son grand-père, car entre lui et les ouvriers, il y a un intermédiaire, des intermédiaires.C'est « l'encadrement ». Ce mot, venu du langage militaire, revient plusieurs fois, d'une façon lancinante, sous la plume de M. Ceyrac. C'est « la clé de voûte » de cette tratégie patronale. C'est « face à l'encadrement » que les salariés doivent s'exprimer. S'il y a des groupes de travail « autonomes », la maîtrise n'est pas seulement chargée de leur direction technique, mais aussi de leur direction « sociale » (morale peut-être ?). En somme, le gouvernement des hommes se mêle à l'administration des choses, et le contremaître devient une manière d'assistante sociale. Par les cadres, montent vers dieu-le-père les revendications des salariés (de préférence individualisées) ; par les cadres, redescendent vers la base les initiatives sociales du patron, car il y en a aussi, M. Ceyrac nous l'assure. Mais qu'il n'espère pas un instant nous convaincre que tout ce qu'il propose là, c'est du nouveau. Sa stratégie « nouvelle » porte des rides. Ce n'est que l'expression réactionnaire des conceptions patronales portées aujourd'hui par le vent de réaction générale qui remet en question — et dans tous les domaines — ce qui paraissait chèrement acquis « socialement » par les travailleurs, ce qui était inclus dans ce qu'on appelle les droits de l'homme, d'abord dans les droits de l'homme au travail.

Mais que deviennent donc les syndicats dans ce système ? « Le syndicat, écrit M. Ceyrac, n'est pas le seul dépositaire des intérêts des salariés. » On peut s'en passer. Dans l'entreprise, M. Ceyrac s'en passe. Il les tolère pour une lointaine « politique contractuelle », faite aussi d'initiatives patronales, dit-il, et qui, de toute façon trouvera, dans chaque entreprise, une application « souple ». On verra tout à l'heure comment cette « stratégie nouvelle » du généralissime Ceyrac trouve son application sur le terrain, notamment dans des boîtes aussi dominantes que Peugeot ou Renault.

Les jeunes patrons se rebiffent

Les jeunes patrons n'ont pas tous goûté les propos de M. Ceyrac. Plus exactement des jeunes patrons du C.J.D. (Centre des Jeunes Dirigeants) l'ont interpellé. Ils aiment mieux, ces juniors, qu'on les appelle dirigeants plutôt que patrons. Ils sont jeunes et ça leur passera peut-être. Que seront-ils en l'an 2000 ? La question a d'ailleurs été posée au cours du débat que nous évoquons en ce moment. Mais il faut rendre à ces jeunes Césars ce qui leur revient. Ils n'ont pas pris à leur compte la stratégie « sociale » de M. Ceyrac.

Le débat a eu lieu au lendemain même de la parution de l'article du « patron des patrons ». La vidéo-transmission a permis de soumettre M. Ceyrac au feu des questions de nombreux jeunes chefs d'entreprise parlant de plusieurs grandes villes de France. La question principale, celle qui rejoint exactement notre point de vue, a été posée : « La crise n'est-elle pas un alibi utilisé par le patronat pour pratiquer une politique de régression sociale ? ». De son propre aveu, le mot est resté « en travers de la gorge » de M. Ceyrac. Qu'il y reste, sans qu'il fasse de mal à cet homme ! Malheureusement, il traduit bien ce qui se passe actuellement sur le terrain des entreprises. Autre question incisive : « les pactes pour l'emploi des jeunes ne sont-ils pas la bonne consciene des pouvoirs publics et du patronat ? ». Allons ! la stratégie « sociale » de M. Ceyrac passe mal, même dans une partie du monde patronal, une sorte d'avant-garde militante de ce monde-là. Il faudra la juger sur le tas.

Cette nouvelle stratégie du C.N.P.F. inquiète aussi le camarade André Bergeron qui, on le sait, attache une grande efficacité réformiste au contrat collectif. Si le président du patronat mettait en cause ce principe, il amorcerait, déclare André Bergeron, « un sérieux retour en arrière ». Soutenu par son gouvernement, le patronat a fait plus que de l'amorcer.

Giscard en écho

A l'occasion de la distribution des récompenses (!) aux « meilleurs ouvriers de France », le président de la république a chanté la même chanson. Lui aussi, il voit la question sociale résolue dans les entreprises par un dialogue dans les ateliers avec la maîtrise et l'encadrement. On n'en sort pas. C'est tout ce que M. d'Estaing a trouvé à opposer à la fois à l'autogestion et au collectivisme !

Il y a aussi « la participation » que l'on ressort de l'armoire où elle sommeillait. Le plus fort, c'est qu'on veut aussi nous présenter cette rengaine comme le dernier cri du progrès social. Ce n'est qu'un avatar verbal de l'association capital-travail,

faribole qui a fait son entrée sur la scène sociale à la fin du XIX[e] siècle, comme un des premiers vagissements du catholicisme social. Ici, M. le Président de la République étale une générosité particulière : il va jusqu'à concéder gratuitement au personnel salarié de l'entreprise jusqu'à 3 % du capital social. Trois pour cent ! Vous appréciez le bel équilibre de l'association ! On est loin de la minorité de blocage.

Voilà comment « au plus haut niveau » du gouvernement et du patronat, on entend régler la question sociale et tirer un trait sur la lutte des classes !

La théorie... et la pratique

Il est bon d'examiner comment cette « nouvelle stratégie » se traduit pratiquement dans les grosses boîtes-pilotes. Et d'abord — à tout seigneur tout honneur — chez Peugeot à Sochaux. On sait que, dans cette forteresse, le patronat a tout essayé, depuis les milices patronales jusqu'au syndicat-maison. Il pratique maintenant le D.I.P.O. Qu'est-ce que c'est que ça ? Le Dossier Individuel du Personnel Ouvrier, tout simplement. Il y a aussi des groupes d'atelier auxquels sont affectés des cadres spécialisés. Ils dressent le dossier de chaque ouvrier, dûment catalogué et noté (nous disons bien : noté de 1 à 5). Vous voyez ce que ça peut donner pour le militant revendicatif et meneur d'action ! La direction n'hésite pas d'ailleurs à reconnaître que, dans cette notation, on tient le plus grand compte du désir individuel de « valoriser l'entreprise ».

Voilà comment chez Peugeot-Sochaux, on comprend l'amélioration des rapports entre dirigeants et dirigés. La boîte s'était déjà distinguée en ce domaine, mais on n'arrête pas le progrès !

Chez Renault, régie nationale et qui, à ce titre, fut toujours à l'avant-garde, on verra bien se dessiner aussi une « stratégie nouvelle ». Nous la retrouvons aujourd'hui, du seul point de vue technique, à l'usine Renault de Choisy-le-Roi. Ici, on « retape » les moteurs usés ou abîmés ; dans de vieilles carcasses, on fait des moteurs neufs. On a entrepris de « casser la chaîne de montage traditionnelle » comme chez Volkswagen ou Volvo (programme à encourager). Sont constitués des « îlots » de trois ouvriers dont deux sont affectés au montage, un au banc d'essai. Mais la permutation est possible ; les arrêts volontaires aussi, pourvu que la norme de quarante moteurs par jour soit atteinte.

Il faut dire que cette expérience ne concerne pour le moment que moins de soixante-dix travailleurs, dont la moitié sont des immigrés (MM. Stoléru-Bonnet s'apprêtant à les « ficher » à l'extérieur et Peugeot le fait déjà à l'intérieur).

Mais chez Renault-Choisy-le-Roi, quels avantages ces ouvriers retirent-ils de la nouvelle organisation du travail ? Notons déjà qu'ils sont libérés de la « chaîne » ; des balancelles automatiques leur apportent sur place les pièces détachées. Ils travaillent ainsi en équipes de 3 × 8, 41 heures 30 par semaine (dans une entreprise nationale, la loi de quarante heures n'est pas respectée !). Combien gagnent-ils ? Ils étaient O.S. et ils sont maintenant P 1 après formation. Leur salaire mensuel brut (c'est-à-dire avant les diverses retenues sociales) est de 3.400 F. Cela représente 5 % de plus que lorsqu'ils étaient O.S. à la chaîne.

Il faut se défendre avec ça et, M. Barre aidant, ce n'est pas tellement commode.

Un cas de « sinistrose »

M. Barre estime d'ailleurs que l'on a tendance à dresser un tableau trop sombre de la situation. On fait de la « sinistrose », dit-il. Alors que ça ne va pas si mal que ça...

Nous voulons rappeler ici un fait divers, un simple fait divers. Il ne figure pas dans une autre rubrique dans les journaux dits d'information, et c'est en petits caractères. Même si nos lecteurs ont eu leur attention attirée sur lui, il est bon d'y revenir ici comme un des cas de cette « sinistrose » née du régime Barre-Giscard.

Roger Bourdonnay, âgé de cinquante ans, a travaillé près de quarante ans dans une usine de papier-carton près de Nancy. L'entreprise a fermé ses portes il y a trente mois. Depuis, Roger Bourdonnay était chômeur. Il s'est pendu à son domicile le 28 février.

Le cas n'est pas unique ; le commentaire est inutile. Nous risquons de lire d'autres « faits divers » de ce genre dans les mois qui viennent tandis que le chômage s'étend et que M. Barre persévère. D'un autre point de vue, M. Barre dira : ça ne va pas si mal que ça, puisque, d'un an sur l'autre, les bénéfices de Peugeot ont doublé.

R. GUILLORE.

NOTRE REUNION DU SUD-OUEST

C'est à TOULOUSE, en définitive, qu'elle aura lieu, en hommage à notre ami Charbit.

Mais la date en est repoussée au SAMEDI 12 AVRIL.

Rendez-vous, ce jour-là, à 12 heures à l'hôtel-restaurant LA CLOCHE D'OR, 2, boulevard Lascrosses.

La participation sera de 70 F par convive.

Que les camarades intéressés le fassent savoir à Charbit, soit en lui écrivant : 7, rue de Cherbourg à Toulouse, soit en lui téléphonant au (16-61) 42-65-11.

LE BANQUET DU 55[e] ANNIVERSAIRE DE LA R.P.

C'est le DIMANCHE 27 AVRIL qu'il aura lieu, comme il avait été annoncé dans la R.P. de février.

Comme le banquet de 1975, il se tiendra dans les salons LUCE, 45, rue de Léningrad (angle du boulevard de Batignolles et de la place Clichy).

C'est, en fin de compte, à 68 F par convive que se montera la participation.

Si vous ne l'avez déjà fait, écrivez-nous au plus tôt pour nous faire savoir si vous serez des nôtres.

LE PORTUGAL AUX MAINS DE LA RÉACTION

Le succès de la droite aux élections législatives portugaises du 2 décembre 1979 était facilement prévisible dans la mesure où un scrutin peut, comme un sondage, refléter l'état d'esprit d'une population. Or il ne fallait pas être spécialement perspicace pour constater que depuis « la Révolution des Œillets » l'ambiance, au Portugal, avait complètement changé. Un sentiment de déception, grandissant chaque année, chaque mois, voire d'un jour à l'autre, avait gagné progressivement les classes laborieuses et même d'autres catégories sociales du pays.

On avait d'abord acclamé avec un fol enthousiasme une armée coloniale vaincue dont les généraux, refusant la responsabilité de leur défaite, avaient préféré comploter, se rebeller et chasser le dictateur, pourtant légitime successeur de Salazar, même s'ils devaient, du même coup, jeter bas son régime d'oppression. Mais après, ni les militaires, ni les groupes révolutionnaires de formation récente ou ancienne, ni les organisations syndicales ou coopératives, ni les partis politiques dits de gauche ou d'extrême gauche, ni même les plus écoutés des démagogues n'ont répondu aux espoirs mis en eux. Pour la plupart, ils n'ont pas voulu ou pas su ou pas pu se hisser au pouvoir et s'y maintenir et les personnages qui y sont parvenus n'ont été capables de rien apporter de positif, que ce soit aux chômeurs, aux émigrés, aux ouvriers agricoles ou industriels en activité dans le pays, aux travailleurs paysans (métayers, fermiers ou propriétaires), aux employés, aux petits commerçants, pas même aux gros, non plus qu'au patronat industriel qui s'est vu placé sous la tutelle du Fonds Monétaire International c'est-à-dire de l'impérialisme financier cosmopolite. Dans ces conditions quelles perspectives s'offraient au prolétariat portugais ?

Depuis une quarantaine d'année, sans relâche, le salazarisme s'était acharné à le dépolitiser, à essayer de l'abrutir ; pour plus de sûreté, il s'était appliqué à le rendre illettré et, avec le concours de la religion, résigné. Alors rien d'étonnant que n'attendant plus rien de la gauche il se soit tourné vers la droite. Cela a été contesté parce que le P.C. a progressé en augmentant son score d'environ 4,5 %. Mais le P.C. est-il un parti de gauche ? En tout cas, ce qui est incontestable, c'est que, comme d'habitude, il a été objectivement le facteur décisif du succès de la droite.

La défaite électorale de ce qu'on appelle la gauche est, à n'en pas douter, une conséquence de la déception des masses populaires ; elle a, à son tour, pour conséquence immédiate, leur découragement momentané. Une autre conséquence, c'est que les gens de droite ont désormais en main des pouvoirs étatiques redoutables contre les travailleurs. Il est vrai que c'était déjà contre eux que le gouvernement dirigé par le leader du Parti Socialiste les avait utilisés : d'abord en pratiquant la politique dite d'austérité qui, en même temps qu'une inflation galopante, a terriblement réduit leur pouvoir d'achat ; puis en coupant brutalement les crédits aux coopératives agricoles et en paralysant leurs activités au moyen d'entraves administratives et matérielles ; enfin en expulsant les ouvriers agricoles des terres qu'ils cultivaient, qu'ils avaient déjà ensemencées, en leur faisant tirer dessus, en utilisant contre eux du matériel de guerre, en les faisant pourchasser dans la campagne par des meutes de chiens policiers accompagnées de l'ancienne chiennerie policière salazariste restée en service.

Avec la droite au pouvoir, on doit s'attendre à une répression accrue des mouvements revendicatifs et à la multiplication des actions terroristes perpétrées par des commandos fascistes

Pourtant, qu'ils soient de droite ou de gauche, les gouvernements ne sont pas en mesure de transformer profondément la structure socio-économique du pays. En ce qui concerne les classes possédantes — toujours ménagées par les uns et les autres — elles comprennent principalement des capitalistes proprement dits et des propriétaires terriens. Ces derniers laissent à des régisseurs le soin de leurs domaines immenses où des plantations d'eucalyptus donnent du rendement avec un minimum de main-d'œuvre permanente ; eux n'y résident pas, ils mènent la *dolce vita* sous d'autres cieux ! Les capitalistes proprements dits, ceux qui font fructifier leurs capitaux dans le commerce ou l'industrie, avaient investi une grande partie de leur argent dans des entreprises de préférence coloniales ou étrangères plutôt que métropolitaines. Aussi, surtout après la perte de l'Angola et du Mozambique, n'ont-ils pas plus que les propriétaires terriens les moyens économiques de résister à l'emprise des impérialismes étrangers.

Dans ce pays réduit aux dimensions de la métropole, l'industrie, nationaliste ou privée, est tributaire des capitaux étrangers. Par exemple, on a voulu que la raffinerie de pétrole du port de Sinès devienne un des principaux centres pétrochimique d'Europe et on en a fait, après le 25 avril, une Compagnie Nationale. Néanmoins il était stipulé que cette Compagnie Nationale serait exploitée «en entreprise commune *(joint venture)* avec des associés internationaux », autrement dit, avec l'aide de capitaux cosmopolites. De même, la plupart des grosses entreprises de la ville usinière de Sétubal fonctionnent avec le concours de capitaux étrangers. Il est donc peu probable qu'un gouvernement, qu'il soit de gauche ou de droite, puisse empêcher les magnats de la Finance Internationale de damer le pion à l'aristocratie terrienne et à la bourgeoisie capitaliste au Portugal comme cela s'est passé en Amérique Latine. Or dans tous les pays, lorsque ces classes possédantes se trouvent ainsi trop menacées, leur résistance prend toujours la forme nationaliste. Avec la phraséologie de leurs intellectuels, elles exaltent le patriotisme, prônent l'unité nationale, recherchent le concours de l'armée, font appel aux prolétaires, leur demandent de surseoir à leurs luttes revendicatives pour permettre aux exploiteurs compatriotes de reprendre du poil de la bête.

Il est à souhaiter que les travailleurs portugais n'oublient pas ce que les gens de ces classes-là leur font subir et qu'au lieu de tomber dans le piège nationaliste, ils n'acceptent de lutter que pour leur propre cause.

Simon RUBAK.

PROPOS D'UN FRANC-TIREUR

Le problème nucléaire français vu d'Allemagne

Dans un article d'octobre 1979 — merci, Louise Ehrhard de nous l'avoir traduit ! — l'hebdomadaire ouest-allemand *Der Spiegel* avait raillé « l'euphorie nucléaire » des Français et l'absence de protestation sérieuse des partis devant le programme gigantesque lancé par le gouvernement Messmer et poursuivi par ses successeurs, tendant à « propulser le pays au rang de la première puissance nucléaire mondiale ». Les centrales nucléaires, disait-il, paraissent aux Français « aussi évidentes que la construction automobile ou l'exportation vinicole — et tout aussi indispensables au bien-être de la nation ». Il regrettait aussi la « trop discrète opposition » des adversaires de l'énergie nucléaire qui semblent « pétrifiés » devant l'audace des technocrates et des politiciens, leurs complices : « Aucune nation industrielle n'a développé sa politique nucléaire avec autant d'inaltérable assurance que la France, cette nation pourtant fière de son esprit rebelle et de sa rationalité critique ».

Non sans raison, il considérait, comme une des causes de ce comportement, le système administratif centralisé de la France, et il citait cette accusation du socialiste Albert Denvers : « Le pouvoir central dégrade le citoyen jusqu'à le paralyser ». Mais il commentait avec tristesse : « Pourtant les socialistes pensent que le démantèlement de ce pouvoir central dans le sens du fédéralisme n'aboutirait qu'à une rechute dans les temps féodaux ».

Mais le *Spiegel* subodorait aussi, à l'origine de cette attitude de l'opinion publique française, un vieux relent de chauvinisme : « La construction d'armes atomiques reste inattaquable, parce qu'elle passe pour garantir l'indépendance politique considérée comme sacro-sainte par tous les partis, de l'extrême gauche à l'extrême droite ».

Une dernière raison : le culte de l' « idéologie de croissance », commun à la droite comme à la gauche. A la droite « parce que la croissance économique lui promet une augmentation de ses profits ». A la gauche, et plus particulièrement au C.E.R.E.S. et aux communistes, « parce qu'elle ne voit une chance pour le socialisme que dans un capitalisme en plein essor. L'Etat et l'économie devraient se confondre d'abord en un monopole gigantesque ».

Et le *Spiegel* de conclure : « L'euphorie de la croissance, le souci du prestige national et l'absence d'un contrôle exercé par une opinion publique critique ont eu pour conséquence que n'a eu lieu en France aucun débat sérieux concernant le développement de l'industrie atomique, la sécurité du stockage des produits radio-actifs ni le fonctionnement des usines de retraitement ».

Cependant la courageuse attitude de la C.F.D.T., soutenue par dix-huit associations, les Amis de la Terre et la Ligue des Droits de l'Homme entre autres, en septembre-octobre 1979, pour faire échec à la mise en route des réacteurs fissurés, lui paraissait de bon augure. Ne venait-il pas de s'élever enfin, en France, « la terreur indéfinissable qui avait parcouru l'Europe avant Harrisburg et les Etats-Unis après Harrisburg ». Cette terreur n'était-elle pas le commencement de la sagesse et le premier coup porté à l'euphorie nucléaire des Français ?

Le *Spiegel* prenait sans doute un peu trop vite ses rêves pour des réalités. Lorsque, après un examen bâclé des réacteurs fissurés non encore en service, le ministre de l'Industrie donna à E.D.F. le feu vert pour le chargement des centrales de Gravelines et du Tricastin, la C.F.D.T. fut bel et bien lâchée, comme je l'avais malheureusement prévu, par les autres centrales syndicales.

Le refus de Plogoff

L'amertume de l'auteur de l'article du *Spiegel*, n'est désormais plus de mise. La résistance unanime des habitants de Plogoff à la construction d'une centrale nucléaire sur le Cap Sizun constitue la preuve que des Français peuvent eux aussi, lorsqu'ils se trouvent personnellement concernés, oser dire NON à ce pouvoir central devant lequel ils se sont séculairement beaucoup trop inclinés.

Ne nous y trompons pas. Il s'agit, à plus petite échelle évidemment, d'une opération du type de cette collectivisation forcée que Staline entreprit de réaliser à partir de 1928 et dont Emmanuel d'Astier de la Vigerie, après sa rupture avec les communistes, a pu dire qu'elle fut une véritable « guerre civile ». Ce n'est pas encore ici « à coup de mitrailleuses et par la déportation » qu'on s'efforce de réduire la révolte de Plogoff. Mais ce sont tout de même des opérations quasi militaires auxquelles le gouvernement fait procéder depuis plus d'un mois : c'est chaque jour le même scénario : pour effectuer la parodie d'enquête d'utilité publique, plusieurs centaines de gardes mobiles, appuyés par un escadron de gendarmes parachutistes, des blindés, des camions-pompes et des bulldozers doivent franchir des barricades de plus en plus efficacement construites chaque nuit. Et lorsqu'ils parviennent à l'endroit où doivent (en vertu de la loi !) stationner pendant quelques heures les tristement célèbres « mairies-annexes », ce sont des tombereaux d'ordures qu'il leur faut préalablement déblayer. Pendant toute la durée de leur faction, les mercenaires du pouvoir sont harcelés par les insultes et les quolibets des femmes, des vieillards et des enfants — car la plupart des hommes, à ce moment-là, sont en mer. Enfin, au moment de leur départ, c'est le rassemblement de toute la population du village, « la messe de cinq heures », avec en tête des manifestants Jean-Marie Kerloc'h, le maire de Plogoff apparenté P.S. et Jakie Gourion, la responsable locale du P.C., tranquillement indifférente — comme l'est par ailleurs le maire communiste de Douarnenez — aux oukases révoltants de leurs dirigeants nationaux.

Pourtant, s'il n'y avait quelques quotidiens courageux, comme *Libération, le Matin* et *le Monde*, auxquels quelques hebdomadaires non conformistes font chaque semaine écho, que saurait-on de cette extraordinaire résistance, de cette résistance « viscérale » de Plogoff ? La radio et la télévision aux ordres — conséquence du monopole d'Etat ! — observent évidemment la plus extrême discrétion en ce qui concerne ces « événements ». Quant à

l'Humanité, elle reproche seulement au pouvoir de n'avoir pas assez mis en relief l'intérêt économique et social que représenterait pour la Bretagne la construction de cette centrale. Ses rédacteurs s'indignent que les habitants de Plogoff — y compris bien sûr les communistes et les ex-communistes qui avaient adhéré au « parti des 100.000 fusillés » mais ont, certains depuis le discours de Marchais en 1978, déchiré leur carte du « parti des 100.000 irradiés » — aient osé placarder le slogan : « Plogoff-Kaboul, même combat ! ». Et *l'Humanité* a la bassesse d'écrire : « L'anti-communisme est le premier point commun de ceux qui refusent à la Bretagne le droit au développement ».

Les Plogoffois sont les dignes descendants de ces Bonnets rouges qui se révoltèrent, en 1675, contre la fiscalité abusive de la monarchie absolue. Il fallut envoyer contre eux une armée, et il y eut beaucoup de « penderies », dont Mme de Sévigné parle avec un détachement fort aristocratique. Ajouterai-je que, à Pont-l'Abbé, on abattit, sur ordre du Roi, la flèche de l'église du Lambour parce que le curé avait commis le crime inexpiable d'appuyer la révolte des paysans. Rappelez donc, Plogoffois, cet épisode historique à votre curé qui se terre dans son presbytère, esquivant lâchement ses responsabilités de pasteur ! Quant à l'évêque de Quimper, personne ne parle de lui. Je ne peux m'empêcher de penser que si Guy Riobé s'était trouvé à sa place, en de telles circonstances, il n'aurait pas hésité à aller à Plogoff rejoindre le maire Kerloc'h et Jackie Gouriou à la fameuse « messe de cinq heures ». Lorsqu'il y avait un combat à mener, d'un pareil enjeu, et qu'il fallait un volontaire, parce que la peur ou les convenances faisaient hésiter les autres, il n'éludait jamais le devoir que lui dictait sa conscience.

La révolte des Plogoffois est une révolte juste. Une révolte qui déroute peut-être d'ailleurs certains d'entre nous. Une révolte « charnelle » pour la défense de leurs « quatre coins de terre », comme aurait dit Péguy. Une révolte contre le pouvoir central abusif qui a invoqué successivement la « raison d'Etat » et le « salut public ». Car, descendants des Bonnets rouges, ces Bretons sont un peu les cousins des Vendéens à propos desquels Michelet a écrit : « Le Vendéen était enraciné dans le sol, il ne faisait qu'un avec la terre et les arbres de la terre. Plutôt que de quitter ses bœufs, sa haie, son enclos, il eut fait la guerre au Roi... Sous l'Ancien Régime, on ne venait jamais à bout d'y faire tirer la milice ».

Imprégné d'esprit jacobin, Michelet leur reprochait d'avoir laissé récupérer leur révolte par la Noblesse et le Clergé qui, eux, voyaient beaucoup plus haut et plus loin et se battaient égoïstement pour la restauration de l'Ancien Régime.

Mais leur révolte était juste en soi dans la mesure où la France qu'on leur demandait de défendre était pour eux une entité abstraite. « Qu'est-ce que tu veux que j'en fasse de cette France que tu as, paraît-il, aidé à conserver comme moi ? a écrit Giono dans *Jean le Bleu.* S'il fallait défendre des rivières, des collines, des montagnes, des ciels, des vents, des pluies, je dirais : « D'accord, battons-nous, tout notre bonheur de vivre est là ». Non, nous avons défendu le faux-nom de tout ça. Moi, quand je vois une rivière, je dis « rivière » ; quand je vois un arbre, je dis « arbre » ; je ne dis jamais France ».

« Je ne dis jamais France ». En fait, il y a deux France. Il y a la France arbitrairement gouvernée d'en haut par tous les centralismes successifs. Celle-là, vous l'avez d'ailleurs défendue, au-delà sans doute de ce qu'elle méritait, sur les champs de bataille de la première guerre mondiale : vos monuments aux morts en font foi.

Mais il y a aussi l'autre France, la France « charnelle », et fraternelle, la France de la différence reconnue et du consentement populaire. Celle à laquelle vous vous êtes ralliés, en concluant à Pontivy, en 1790, le pacte de la Fédération bretonne-angevine. Celle qui vous a fait rejoindre les maquis de la Résistance. Celle qui vous dicte le devoir de vous opposer aujourd'hui à l'autre France, celle des « princes qui nous gouvernent » et de leurs mercenaires à tous les échelons.

Ah ! ils ont bonne mine ces politiciens, avec leur hypocrisie de « libéraux avancés » ! Je pense à ce député de la majorité qui fustige votre « terrorisme ». Il me semble entendre Doriot haranguant au Cirque-théâtre d'Angers, un auditoire minuscule, pendant que, dehors, une vaste foule — ouvriers carriers de Trélazé en tête, dont beaucoup d'ascendance bretonne — le huaient et chantaient une *Marseillaise* qui n'était sans doute, pour beaucoup, qu'une *Internationale* rentrée. C'était en pleine occupation en 1943.

A lui et à ses compères en nucléocratie, ainsi qu'à ceux des conseillers généraux du Finistère et aux conseillers régionaux de Bretagne, qui ont donné le feu vert pour la construction de la centrale de Plogoff, je dis : Vous êtes des mandataires abusifs. Si vous aviez la moindre dignité, vous démissionneriez pour vous soumettre au verdict des électeurs.

Quant au grand-prêtre du libéralisme avancé, il me fait irrésistiblement penser à ce Régent « talon rouge », qui est le héros du film de Tavernier : « Et que la fête commence... »

La « fête » a commencé à Plogoff. Puisse-t-elle ne pas être sanglante, comme le furent d'autres « fêtes » au début de ce siècle, et notamment celle des vignerons du Midi, en 1907 ! L'Histoire dirait pour aujourd'hui, comme elle l'a dit pour hier, à qui incomberait la responsabilité du sang versé.

L'avenir incertain de l'Afrique australe

L'éclatante victoire de la Z.A.N.U.-P.F. de Robert Mugabe aux récentes élections rhodésiennes a surpris tout le monde. Qui pouvait s'attendre à un score si modeste — moins du quart des suffrages — de son rival Joshua Nkomo, ce « père du nationalisme » dont Mugabe s'était séparé en 1963, puis rapproché en 1976 au sein du Front patriotique, mais avec lequel il avait finalement renoncé à faire campagne commune ? Plus étonnante encore peut-être a été la défaite de l'évêque Muzorewa, l'éphémère chef du gouvernement bi-racial mis en place en mai 1979 — et ce, malgré l'énorme contribution financière apportée à sa campagne électorale tant par les milieux d'affaires rhodésiens que par le gouvernement de la République sud-africaine.

A l'issue d'élections dont personne n'a contesté sérieusement la régularité et qui ont été marquées par une participation massive de l'électorat noir, voici donc porté au pouvoir le plus radical des lea-

ders du mouvement de libération nationale. Cet enseignant de 56 ans se dit à la fois marxiste et chrétien, mais le plus grand nombre des Blancs de Rhodésie et d'Afrique du Sud le considèrent comme une créature de Moscou — alors que c'est en fait la Chine, et accessoirement la Yougoslavie et la Roumanie qui lui apportaient soutien politique et aide matérielle, l'U.R.S.S. réservant à Nkomo ses faveurs.

De tempérament pragmatique, judicieusement conseillé en outre par son ami Samora Machel, président du Mozambique, Robert Mugabe fait tout ce qui est en son pouvoir pour essayer de rassurer les Blancs catastrophés. « Restez calmes et consolez-vous, leur a-t-il dit. Respectez vos opposants. Nous devons maintenant travailler tous ensemble pour l'unité. »

Comme gage de sa bonne foi, il a maintenu le général Walls au commandement en chef de l'armée et a proposé la formation d'un gouvernement « de large front national », où pourraient entrer non seulement les partisans de Nkomo, mais aussi ceux de Muzorewa, et même des Blancs. Des Blancs de toutes tendances, y compris des membres du Front rhodésien de Ian Smith. Les transformations économiques, a-t-il promis, ne seront opérées que graduellement ; et c'est à partir de la base de la société capitaliste actuelle que sera édifié l'avenir. Enterrant le lourd contentieux du passé, Blancs et Noirs unis pourraient bâtir ainsi « un nouveau pays qui serait l'orgueil de l'Afrique ».

Si des Blancs libéraux, comme Sir Roy Welensky, ancien premier ministre de la Fédération d'Afrique centrale qui, de 1953 à 1963, regroupa les deux Rhodésies et le Nyassaland sont susceptibles de comprendre ce langage, il n'en va pas de même de la grande majorité de la population blanche. Pour elle, la Rhodésie, dont elle était la maîtresse discrétionnaire, est désormais vouée au communisme et elle reproche amèrement à la Grande-Bretagne et aux autres pays occidentaux de l'avoir trahie et vendue.

S'il se produisait un exode massif des Blancs, l'économie se trouverait brutalement désorganisée et le Zimbabwe risquerait d'aller à vau-l'eau. Mais que la majorité des 200.000 Blancs reste sur place, c'est un autre problème, aussi grave, qui se posera. Il suffirait de la moindre imprudence de la communauté noire, de la moindre provocation d'un quarteron d'activistes blancs, pour que se déclenche la guerre civile.

N'oublions pas non plus le voisinage de la puissante République sud-africaine, le pays de l'apartheid poussé à ses limites extrêmes. Habilement, Mugabe cherche, avec elle aussi, le dialogue. Il propose le maintien des relations diplomatiques et la poursuite de la collaboration entre les deux pays sur le plan économique. Mieux : il s'engage à ne pas laisser se constituer, sur le territoire du Zimbabwe, des centres de repli pour les éventuels maquisards noirs d'Afrique du Sud — en échange bien sûr d'une réciprocité de la part de Prétoria.

Les dirigeants sud-africains sont-ils susceptibles de saisir la perche ainsi tendue ? Il ne semble pas que ce soit tout à fait impossible. Les moins bornés des Afrikaners au pouvoir — et le premier ministre Pieter Botha est justement de ceux-là — seraient disposés à prendre leur parti de la perte de leur glacis rhodésien. Déçus par l'attitude des pays occidentaux, qu'ils accusent de les avoir délibérément lâchés, ils semblent décidés à agir désormais en fonction de leur seul intérêt.

Or celui-ci n'est pas forcément de durcir encore l'apartheid, si tant est que cela soit possible, ni d'intervenir en Rhodésie pour restituer le pouvoir à la minorité blanche.

Il pourrait être, au contraire, de constituer une sorte de confédération informelle des Etats situés au sud du Congo. Ceux-ci ont besoin d'une aide technique pour leur développement et, en contrepartie, ils peuvent constituer pour l'Afrique du Sud une précieuse source de main-d'œuvre, en même temps qu'un marché pour sa production industrielle.

La mise en œuvre de cette coopération pourrait en outre avoir des répercussions sur la vie interne de l'Afrique du Sud : l'apartheid pourrait peut-être s'assouplir, comme le souhaite depuis longtemps une poignée de Blancs libéraux, en majeure partie d'origine anglo-saxonne.

Ainsi l'Afrique australe pourrait-elle échapper au destin tragique qui fut celui du Vietnam et de l'Algérie, et qui reste celui d'Israël et du Liban. Espérons que cette politique de sagesse et de bon sens l'emportera sur la politique du pire souhaitée par les boute-feux des deux camps. Et que le prince Philip puisse venir présider, un jour prochain, les cérémonies de la proclamation d'une indépendance qui marque véritablement le rejet d'un passé absurde et sanglant.

Malheureusement, les Afrikaners modérés comme Botha risquent d'avoir une lutte acharnée à soutenir contre les intransigeants dont le racisme se fonde sur la lettre de la Bible — les Noirs représentant pour eux la race mandite de Cham. L'ancien premier ministre Vorster vient précisément de stigmatiser la politique conciliante de Pieter Botha. Le risque que l'Afrique australe devienne une nouvelle poudrière mondiale n'est donc pas complètement exclu.

Le traité de paix de « Fous le camp David »

C'est la légende d'une caricature féroce de Jacques Faizant, dans *le Figaro* du 5 mars. Trois soldats israéliens sont en train de monter la garde à la frontière et l'un d'entre eux feuillette un journal qui titre à la une : *Palestiniens. Droit à l'autodétermination.*

Allusion bien entendu aux propos tenus dans les émirats par notre « Calife Haroun al-Giscard », pour reprendre l'expression savoureuse du *Canard enchaîné*. « Signe des temps, écrit André Ribaud : après la guerre des Six jours en 1967, Giscard, pro-israélien de circonstance... critiquait le pro-arabisme de de Gaulle. Aujourd'hui ce sont les gaullistes qui trouvent que le giscardisme traite un peu trop les Israéliens par-dessus la jambe. Vive la continuité ! ». Sans doute Giscard a-t-il trouvé son « chemin de Damas ». Mais c'est un chemin qui sent un peu beaucoup le pétrole.

SANTEUIL.

A CONTRE-COURANT, PENDANT UN DEMI-SIÈCLE

1938 : L'APPROCHE DE LA GUERRE

Protestation contre l'atteinte du droit d'asile

Avant de clore le chapitre sur les grandes campagnes menées par la R.P. dans l'esprit de la solidarité internationale et de la lutte contre l'Etat national, signalons une démarche singulièrement significative et un débat singulièrement édifiant.

Le 10 avril 1938, le gouvernement Daladier avait succédé au deuxième gouvernement Blum et il obtint du Parlement le 13 avril, sans difficultés ce que le Sénat avait refusé à Blum : le droit de prendre par décrets-lois les mesures indispensables pour faire face aux dépenses nécessitées par la Défense nationale ; redresser les finances et l'économie de la Nation.

Or, le 2 mai 1938, le gouvernement promulguait un décret-loi menaçant d'*une amende de 100 à 1.000 F et d'un emprisonnement de un mois à un an tout étranger ayant omis de solliciter dans les délais réglementaires la délivrance d'une carte d'identité et les Fran;ais qui auraient facilité l'entrée, la circulation ou le séjour irrégulier d'un étranger*.

Ces dispositions ne pouvaient viser que les Italiens, les Allemands, les Autrichiens, bientôt les Tchèques, obligés de se réfugier en France pour échapper aux régimes fasciste et hitlérien... peut être les Russes fuyant le régime stalinien, aussi les Espagnols fuyant le régime franquiste. On voulait soumettre au contrôle et à l'arbitraire policiers, les proscrits qui auraient pu mener sur le territoire national une agitation gênant la politique étrangère du gouvernement. On avait d'ailleurs commencé en refoulant ou en expulsant des milliers d'antifascistes.

Le gouvernement obéissait sans doute à une règle appliquée par presque tous les Etats (faut-il rappeler que l'U.R.S.S. ne fut jamais terre d'asile même pour les communistes qui avaient dans leur pays respectif mené une action décidée par l'Internationale de Moscou, c'est-à-dire par Staline ? Et ceux qui purent passer les frontières russes furent soumis à l'arbitraire du Guépéou comme les citoyens soviétiques... c'est-à-dire déportés ou physiquement liquidés, selon le bon plaisir du star rouge (1).

Mais ce qui était illégal c'était d'appliquer dans ce cas une délégation de pouvoirs strictement limitée en ses motifs et effets. C'est qu'il aurait été difficile de laisser discuter publiquement de ce problème devant la Chambre élue sous le signe du Rassemblement populaire.

Ce qui était proprement intolérable c'était de frapper ceux qui avaient accueilli les proscrits sans s'interroger sur les formalités légales. Sur l'initiative de Robert Louzon, le 10 juin 1938 la R.P. lançait une déclaration dont les signataires se refusaient *à tenir compte d'un décret-loi illégal, inhumain, contraire aux plus nobles traditions de notre pays*. J'avais signalé l'exemple de Victor Hugo, en 1871 à Bruxelles, déclarant solennement que malgré la décision du gouvernement belge, il ouvrirait sa porte à tout proscrit de la Commune réclamant le droit d'asile. Louzon publia la lettre de Hugo du 26 mai 1871 et la relation de la manifestation menée par la jeunesse dorée bruxelloise dans la nuit du 26 au 27 mai contre la maison où vivait Victor Hugo, sa belle-fille et ses petits-enfants (on trouvera le récit de Hugo dans *Choses Vues* et dans « *Depuis l'exil* »). Hugo frappé pour avoir failli être assassiné par ces charmants jeunes gens, fut expulsé de Belgique. Mais finalement le gouvernement belge laissa entrer sur son territoire les Communards proscrits. Hugo en conclut : « *Il m'a expulsé, mais il m'a obéi* ».

Hugolâtre incurable, presque inconditionnel, je me suis réjoui de cette évocation d'une des plus nobles manifestations de l'humanisme du grand poète qui fut pendant son exil et après l'exil, l'incarnation de la conscience humaine, comme Voltaire à Ferney au XVIII[e] siècle, comme Romain Rolland pendant la guerre de 1914-1918.

Je suis fier encore aujourd'hui d'avoir figuré sur la première liste de signataires de la déclaration aux côtés d'*Albertini* (professeur d'école normale), *Jeanne et Michel Alexandre* (professeurs), *Colette Audry* (professeur), *Barrué* (agrégé de l'Université), *Bayard* (ingénieur en chef des P.T.T.), *Boyau* (instituteur), *Boville* (secrétaire des Boulangers de la Seine), *Caps* (instituteur), *Félicien Challaye* (agrégé de l'Université), *Daudin* (professeur à la Faculté des Lettres de Bordeaux), *Delsol* (secrétaire du Gaz de banlieue), *Digat* (secrétaire des agents des P.T.T.), *Dugoujon* (professeur de l'enseignement technique), *L. Emery* (professeur d'Ecole normale), *Froideval* (secrétaire des Serruriers de la Seine), *Fronty* (secrétaire des agents des P.T.T. de la Seine), *Grandjouan* (ingénieur civil des mines), *Guiraud* (secrétaire de l'U.D. de la Gironde), *Irène Joliot-Curie* (prix Nobel de Physique), *Frérédic Joliot* (prix Nobel de Physique), *Emilie Lefranc* (professeur), *Georges Lefranc* (agrégé de l'Université), *Lescoutra* (professeur de collège), *Pierre Monatte, Mme Pujolle* (professeur de lycée), *Docteur Pierrot, H. Poulaille* (écrivain), *Paul Rivet* (professeur au Muséum), *G. Rosenthal* (avocat à la cour), *Marcel Roy* (secrétaire de la Fédération des Métaux), *A. Salembier* (secrétaire de l'U.D. du Nord), *Soubié* (professeur), *Louis Vallon* (journaliste), *Mlle S. Vayssac* (professeur).

Dans les numéros suivants de la R.P. on ajouta : *Bard* (des Mineurs), *René Belin* (secrétaire de la C.G.T.), *Bonnet* (de l'Habillement), *Capocci* (des Employés), *Didaret* (de l'Alimentation), *Sébastien Faure, Gaston Guiraud* (trésorier de l'Union de la Seine), *Jaccoud* (des Transports), *Renée Lambert* (professeur), *Le Gall* (des Ports et Docks), *Lorriot* (des Ports et Docks), *Victor Margueritte, Georges Pioch, Piquemal* (des Ports et Docks), *Paul Reclus* (ingénieur), *Vigne* (des Mineurs), *Léon Worth.*

Et encore : *P. Barat* (dessinateur), *Hélène Cantegril* (du S.N.I.), *P. Castaignede,* (receveur des postes), *Maurice Chambelland, Pierre Dieudonné, Félice* (du S.N.I.), *J.P. Finidori, Mlle Fraisse* (institu-

---

(1) Par application du pacte Hitler-Staline en 1939, on fit mieux. La police soviétique livra directement aux nazis des communistes et des juifs allemands, réfugiés en U.R.S.S.

trice), *B. Giauffret, Robert Louzon, F. Paquier* (ajusteur), *E. Reynier* (professeur à l'Ecole Normale de Privas), *Edouard Berth, Yves Bourgeois* (agrégé de l'Université), *Broussaudier* (agrégé de l'Université), *L. Bureau* (ingénieur en chef des Ponts et Chaussées), *L. Cartier, Cousin* (musicien), *F. Izer* (secrétaire du Syndicat des Services municipaux de Bordeaux), *M. Jason* (receveur des postes), *P. Kergomard* (chef d'arrondissement aux chemins de fer), *Odile Laurent* (secrétaire du Centre syndical de Nogent-sur-Marne), *P. Mader* (instituteur), *Merens* (instituteur), *Auguste Mougeot* (plâtrier), *Nisard* (instituteur), *Portelatine* (instituteur), *Jean Prugnot* (du Syndicat des Agents des P.T.T.), *J. Varese* (institutrice), *Maurice Wullens* (instituteur).

Il convient de noter que si la R.P. et Louzon sont à l'origine de cette déclaration, ce fut Félicien Challaye qui se chargea de rassembler les signatures.

Le décret-loi ainsi condamné fut-il appliqué ? Je ne le crois pas, quant à la répression du droit d'asile. Quant aux mesures policières contre les immigrés clandestins, proscrits par les régimes totalitaires, elles furent toujours d'une pratique courante et ordinaire aussi arbitraire antérieurement que postérieurement au décret-loi.

J'éprouve cependant quelque satisfaction à relire la liste des signataires, où des militants ouvriers voisinent avec des maîtres de l'intelligence française, des professeurs et des écrivains. A la relire après les épreuves tragiques que nous avons subies.

Je n'oserais affirmer que tous ceux qui ont suivi l'exemple de Victor Hugo se révélèrent constants dans leurs engagements... alors que la proscription des indésirables pouvait aboutir à leur élimination physique. Ce que je sais c'est que les membres du noyau de la R.P. sont demeurés fidèles à la loi morale de solidarité humaine.

Et ceux qui s'affirmèrent, pendant l'occupation nazie, les plus efficaces — compte tenu évidemment de leur situation particulière, mais celle-ci aurait pu les inciter à un prudent conformisme — ce furent Maurice Chambelland et Clément Delsol.

Débat sur la nation et l'internationalisme

Au-delà cependant de l'action que nous avons menée pendant les années noires : 1938 et 1939 — une discussion qui reste actuelle s'engagea encore sur l'initiative de Louzon qui après avoir étudié (n° 285 de 1938) *La marche à l'unification du monde* lançait le mot d'ordre : *Plus que jamais, sortir de la Nation.*

Dans une lettre parue le 10 janvier 1938, Giauffret exprimait quelques réserves sur les pronostics de Louzon pour qui la candidature à la suprématie mondiale dépendait de la population et des sources de matières premières... la compétition s'engageant entre le monde anglo-américain, l'U.R.S.S. et le monde « jaune » dominé par le Japon. Surtout il constatait que dans l'immédiat, comme nous ne pouvions compter sur l'internationalisme prolétarien, il fallait assurer en Europe « l'union des vieilles démocraties » — même si elles sentent un peu le moisi — et se rapprocher de l'Angleterre. Le 25-4-1938 une étude d'Edouard Berth : *Prolétariat révolutionnaire et communauté nationale* concluait par le rappel du vers de Lamartine : « *Nation, mot pompeux pour dire barbarie* » et proclamait que « *quiconque s'avoue nationaliste, se déclare par cela même, réactionnaire* ». Parole profonde, plus que jamais actuelle, après quarante ans.

Louzon terminait sa note du 25 juin 1938 relative à la répartition des matières premières par cette affirmation péremptoire également toujours actuelle : « *Pas de paix possible au moyen des Etats qui selon H.G. Wells sont la guerre par leur définition même. La paix ne peut être que le résultat de la création, en dehors des Etats, d'institutions internationales vidant plus ou moins progressivement les Etats nationaux de leurs fonctions* ».

Le 25 septembre 1938 alors que la France était secouée par la crise qui devait mener à Munich, la R.P. publiait le manifeste de la Fédération de Madrid de la Première Internationale lancé en mai 1870, alors que l'Espagne célébrait le 2 mai, la Fête nationale pour l'anniversaire du soulèvement contre les armées de Napoléon (2 mai 1808).

Je regrette de ne pouvoir citer entièrement cette admirable expression de l'internationalisme ouvrier. Après avoir reconnu que le patriotisme a accompli sa mission et qu'il doit « *descendre en paix dans le Panthéon destiné aux idées du passé* », ces pionniers — sans doute influencés par Bakounine — affirmaient que « *nos frères français ne sont pas responsables des victimes immolées par les plans d'un homme audacieux et cruel, qui a traversé l'Europe comme un météore de feu, ne laissant derrière lui que du sang et des larmes* ». Et ils proclamaient que « *tous les habitants de la planète sont frères, que toutes les idées contraires à la liberté, à l'égalité, à la fraternité entre les hommes sont injustes. Le patriotisme est contraire à la fraternité des peuples, le patriotisme est injuste* ».

Voilà qui fera sourire des doctrinaires, des « révolutionnaires » (?), des dialecticiens marxistes (?)... de 1980. Quelle naïveté, quelle puérilité, quel utopisme primaire !

Hélas ! Ce que j'éprouve c'est un sentiment de honte confinant au désespoir en constatant que cet internationalisme pur se confondant avec un lumineux humanisme, demeure aujourd'hui parfaitement inactuel et bafoué par une multitude de politiques et de propagandistes sévissant sous la raison sociale du Socialisme.

Jean Duperray — alors tout jeune militant mais déjà capable d'une écriture originale pour exprimer des idées qui ne sont pas banales, discutait la formule de Louzon le 10 janvier 1939 sous le titre : « *L'Internationale ouvrière et l'Internationale bourgeoise.*

Au lieu de laisser la classe ouvrière se perdre dans une coalition démocratique et pacifiste, ne devrait-on pas utiliser les grands trusts internationaux pour engager dans leur sein la lutte ouvrière, « *pour agir sur l'économique et le social dans le sens d'une grande transformation politique* » ? Alors que nous entendons socialistes, communistes et syndicalistes dénoncer les entreprises multinationales au nom de « l'indépendance nationale » survivance anachronique et réactionnaire, l'idée émise par Duperray, il y a quarante ans demeure aussi d'une urgente actualité.

Le numéro du 25 janvier 1939 portait encore deux lettres sur l'Internationale. L'une de Jean Fontaine, l'un des esprits les plus riches du vieux syndicat de l'Enseignement du Rhône, interprète de l'intransigeance pacifiste des camarades de son départe-

ment groupés autour de Léon Emery, qui rejetait l'idée de Louzon, car il refusait de séparer les nations en deux blocs : l'un des démocraties, l'autre des Etats fascistes.

Pour Fontaine, il fallait établir une sorte d'équilibre entre les deux groupes de puissances : les nations repues ou rassasiées (la France et l'Angleterre) *doivent consentir à réviser la carte économique et géographique du monde à l'avantage des puissances fascistes.* Et il se lançait dans une hypothèse qu'il qualifiait lui-même « joli rêve... et par suite discussion assez vaine » : « *La guerre déclarée en septembre 1938 par la France et l'Angleterre, provoquait une grève générale qui aurait amené au pouvoir une C.G.T. révolutionnaire, ébranlant, comme la Révolution russe de 1917, les masses allemandes et italiennes* »... Ce rêve écarté, il restait des événements sur lesquels nous n'avions aucune prise. Mais les syndicalistes pacifistes du Rhône étaient bien résolus à ne pas mettre sac au dos contre Hitler et Mussolini et pour l'Internationale.

Un camarade anglais — révolutionnaire interdit de séjour en France — approuvait au contraire complètement l'idée de Louzon comme le « *seul moyen d'échapper à l'écueil sur lequel la civilisation s'apprête à sombrer* ».

Ce rapport de positions prises au cours de l'année 1938 et à l'aube de l'année 1939 paraît aujourd'hui d'une douloureuse ironie. Et pourtant...

Les thèses socialistes et syndicalistes formulées en l'an 1914 ont pu être balayées par l'échéance d'août 1914. Elles s'élaborèrent à nouveau après 1918.

Le débat sur l'Internationale fut clos tragiquement par l'échéance du 1er septembre 1939. Et cependant les idées émises dans la R.P. ont survécu à quarante années d'après-guerre. C'est peut-être que pour déceler l'essentiel sous l'accidentel, il faut un long processus se prolongeant pendant plusieurs générations.

***

Cette collection de 1938 lourde de toutes les campagnes menées contre la guerre et l'Union sacrée, contre la stalinisation de la C.G.T., contient cependant quelques monographies d'une remarquable densité dont celle de Jean Duperray et M. Prévost sur *Les canuts de Bussières* (nos 266-267 et 268 de 1938).

Il convient de noter aussi des articles d'A.-V. Jacquet : *Notes d'un rural, Les notables ont voté* (à propos des élections sénatoriales), *Les décrets-lois au village* (nos 281-282 et 284 de 1938). Ce proudhonien chrétien et syndicaliste fut un observateur remarquable de la collectivité paysanne. Et son bon sens paysan s'accordait fort bien avec son intransigeance doctrinale sur le plan du syndicalisme.

Ce qui est peut-être aujourd'hui encore plus significatif c'est que la R.P. fut sans doute la première revue ouvrière française à signaler (n° 281 de 1938) dans un article de Valentin Lust, l'importance du mouvement lancé par John Lewis aux Etats-Unis. Ce mouvement fut à l'origine de la fondation du « Congress of Industrial Organizations (C.I.O.) qui a joué un si grand rôle dans le mouvement américain avant, pendant et après la guerre.

ATTENTION ! DANGER ! (suite et fin)

Dans la précédent R.P., N. Faucier, évoquant la détérioration actuelle du climat politico-social, nous rappelait les exploits militaro-fascistes d'une certaine droite qui « n'a rien appris et rien oublié ».

Leurs sentiments violemment réactionnaires et fascisants s'exprimaient dans plusieurs de leurs publications dont « La France Militaire » où l'on approuvait ouvertement l'intervention des pays fascistes en Espagne, et où le ton général s'inspirait d'un livre écrit par l'un des leurs « Feu l'armée française » où l'on pouvait lire : « La loi militaire ne s'accommode pas de l'instabilité sociale, politique et morale, c'est-à-dire des règnes des partis. Car il arrive forcément qu'un jour certains militaires, amis de l'ordre et de l'autorité et doués de caractère, mettent les partis à la raison ».

Il faut aussi mentionner que les tueurs du C.S.A.R. avaient eu déjà à leur actif une série d'assassinats jusqu'alors inexpliqués, entre autres celui, à l'instigation du fascisme italien, le 11 juin 1937, des frères Rosselli, deux militants antifascistes italiens, ceux de trafiquants d'armes devenus encombrants, de l'économiste Navachine, etc. ; en tout 37 membres décelés.

Le C.S.A.R. tombait donc sous le coup d'association armée de malfaiteurs et passible des peines les plus graves. Or on assistait à un étouffement scandaleux de cette énorme machination. Aucun des chefs militaires compromis ne fut sérieusement inquiété. On n'avait arrêté que des comparses qui furent relâchés quelques mois plus tard. C'est qu'il s'agissait de hautes personnalités de l'armée jugées intouchables par le ministère de la Guerre qui refusait obstinément aux autorités civiles le droit d'interroger les officiers incriminés. Au Conseil des ministres, Daladier, porte-parole de l'état-major, n'hésitait pas à déclarer qu'il avait besoin de ces généraux et que, d'autre part, les Pétain, Gouraud, Weygand avaient un tel prestige dans l'armée qu'il était impossible de les mettre en cause. Rallié à ce point de vue, le gouvernement considérait, lui aussi, que cette inculpation équivaudrait à dissoudre les cadres supérieurs de l'armée et à laisser le pays désarmé en face des fascismes hitlérien et mussolinien qui n'attendaient que cela.

Ainsi se vérifiait que la caste militaire, presque exclusivement recrutée dans la bourgeoisie la plus conservatrice, et au sein de laquelle se cultivaient les traditions séculaires d'asservissement du peuple, était au-dessus des lois qui restaient appliquées de façon complètemen différente suivant que l'on appartenait à l'une ou à l'autre des catégories sociales. Autre exemple : de La Rocque, inculqué de reconstitution de ligue dissoute, fut condamné, le 7 juin 1938, à une amende dérisoire.

Lors de l'occupation allemande, les ex-cagoulards, se voyaien offrir de nouvelles possibilités d'action dans les rangs du fascisme, et l'une de leurs premières victimes fut Marx Dormoy, assassiné en 1941, à Montélimar, où il était en résidence surveillée.

Ceci pour mémoire...

PROPOS DÉCOUSUS SUR LA RÉVOLUTION EN QUESTION

Nous avons tous une idée plutôt vague de ce que pourrait être la révolution en France en cette fin du XXe siècle. Je pense qu'il faut partir de faits vécus. Cela nous ramène à 1968. La grève générale comme une traînée de poudre se propage au pays tout entier, avec occupation des lieux de travail. Si le mouvement, général, dure plusieurs semaines, le gouvernement, complètement réduit à l'impuissance, est obligé de mettre les pouces. D'où vient que la montagne de 68 ait accouché d'une souris ? En aiguillant le mouvement vers les revendications matérielles, le Parti communiste l'a sciemment trahi, car ses maîtres de Moscou ne veulent *à aucun prix* de révolution en Occident et surtout pas en France. C'est pourquoi le P.C. est l'allié le plus sûr de Giscard. Et attention ! ces manœuvres du P.C. se reproduiront sûrement à l'avenir. La trahison de 68 n'a pas été assez soulignée. Il fera toujours obstacle aux mouvements spontanés comme à tout ce qui échappe à son contrôle. De son côté, le Parti socialiste, gangrené de parlementarisme et d'électoralisme, est resté entièrement étranger au soulèvement. Cela aussi est plein d'enseignements.

Pourtant, en 68, la grève générale avait le grand avantage d'avoir été initiée et en quelque sorte chaperonnée par les étudiants, ce qui lui assura un large retentissement. Eussent les travailleurs tenu quelques jours de plus sans se laisser engluer dans les satisfactions matérielles, le gouvernement pris à la gorge se serait trouvé contraint et forcé de capituler en appelant les représentants ouvriers. Lesquels posaient leurs conditions : renvoi du gouvernement, dissolution du parlement, etc., etc. C'est là l'hypothèse optimiste.

Le pouvoir peut certes tenter de décapiter le mouvement par des arrestations en masse. Jeu dangereux à moins qu'il ne soit machiavélique. Il risque en effet de relancer la rébellion avec plus de force et peut-être de la pousser délibérément dans la voie de la violence, terrain où le pouvoir se sent fort. Les foules en effet peuvent se lancer à l'assaut des édifices publics et des sièges patronaux. Là c'est la grande aventure, dont l'issue dépend de l'attitude de l'armée. Si elle tient bon aux côtés du pouvoir, ce qui est de règle générale, tout est fichu et c'est le bain de sang. Si au contraire elle flanche tous les espoirs sont permis. Mais infinement plus insidieux et dangereux que le pouvoir bourgeois sont les impostures du P.C., qui, sous un langage pseudo-révolutionnaire et socialiste, est bien décidé à faire avorter toute explosion sociale d'envergure.

Des situations se présentent où le sort de la révolution est en jeu pour ainsi dire sur une lame de rasoir. A l'instant critique, l'à-propos d'un seul individu plus perspicace que les autres peut tout changer. Le gradé qui saisira le bon moment pour crier « Crosses en l'air » peut faire basculer le destin. De même le militant qui à l'instant propice lancera l'idée dont tous se saisiront dans l'enthousiasme.

Un soulèvement populaire est généralement la conséquence d'une très grave crise d'ampleur nationale ou internationale. Par exemple une déroute militaire (voir Allemagne, Russie, la Commune de Paris). Bien beau si cela ne sort pas de l'apocalypse de la guerre nucléaire ! Mais au fait on ne voit pas que 68 ait été provoqué par une crise bien profonde. En a-t-on seulement décelé la cause déterminante ? Il est vrai que les accès d'effervescence populaire sont souvent imprévisibles et prennent au dépourvu les militants qui croyaient s'y préparer et qui ne la reconnaîtront peut-être plus comme leur. Je sais des camarades syndicalistes qui, tels la poule qui a couvé un caneton, se gaussant des outrances des étudiants en 68, refusaient d'admettre que ceux-ci menaient le même combat qu'eux, mais sous d'autres aspects. Ils n'y voyaient que la chienlit.

La crise économique et la vague de chômage qui frappent en ce moment notre pays semble avoir momentanément engourdi les dispositions combatives de nos travailleurs. Et cette dépression, tout le monde est d'accord, n'a rien de passager ; le boulet du chômage deviendra de plus en plus lourd à traîner. Toute notre société de consommation est atteinte d'un mal incurable. Ce serait pourtant une erreur que de prendre son parti de l'apathie ouvrière. Un sursaut populaire peut à tout moment se produire et déjà d'aucuns prédisent un printemps chaud. De fait, le pouvoir d'achat des salariés, déjà entamé en 1979, va en prendre un sacré coup en 1980. Nos gouvernants qui, apparemment, acceptent cela d'un cœur léger, auront peut-être à regretter d'avoir trop compté sur la passivité populaire. Ceci dit, une explosion ne se produit pas nécessairement sur le terrain attendu. A nous de ne pas nous laisser prendre au dépourvu par le caneton que les temps saumâtres que nous vivons auraient inopinément couvé.

Jacques RECLUS.

P.-S. — Comme pour illustrer les propos ci-dessus, le sociologue Alain Touraine affirme qu'un profond mouvement de transformation sociale est actuellement en gestation : celui des écologistes antinucléaires. Dans *La Prophétie antinucléaire* (Seuil) il a, à ce sujet, de fortes paroles que cite le *Nouvel Observateur* (n° 798). Gardons-nous donc de rester à l'écart de ce caneton, rejeton non désiré du mouvement ouvrier, cette mère poule frustrée. Il nous en cuirait. Je relèverai simplement cette phrase : « Le nucléaire est un mode de développement mais aussi un mode d'encadrement : le secret et la violence répressive lui sont indispensables ». C'est l'honneur de la C.F.D.T. de n'avoir pas attendu pour prendre position contre le nucléaire. Le P.C., en revanche, y est favorable. Là au moins les positions sont nettes.

J. R.

LE CHIISME

C'est une secte politico-religieuse. Née dès le début de l'Islam au VIIe siècle pour accéder au pouvoir temporel, elle a engendré d'autres sectes : l'Ismaïlisme et les Frères de Pureté en particulier. Actives et clandestines, elles ont couvert l'Extrême-Orient musulman, l'Iran, l'Inde, le Pakistan... (En Iran 90 % de la population.) Leurs chefs, les ayatollahs, possèdent des terres immenses, legs de plusieurs siècles. Riches et puissants ils forment un Etat dans l'Etat. Les Shahs leurs doivent l'investiture religieuse qu'ils leur accordent par lettre. Le Shah déchu ne leur ayant pas demandé *intentionellement* cette investiture, ils sont entrés en dissidence. C'est le motif de l'exil *volontaire* de Khomeiny il y a plus de vingt ans ; c'est ce qu'il faut comprendre et pas autre chose.

Nous avons connu en Tunisie l'Ismaïlisme à un moment où le pouvoir temporel avait faibli. Obeïed Allah al Mahdi, fondateur de la ville de Mahdia, était arrivé en Tunisie précédé par un propagandiste (le Danii). Il avait promis la liberté et l'égalité, ce fut un leurre et un mensonge. Très vite les persécutions avaient commencé contre les Sunnites, les orthodoxes ; or toute l'Afrique du Nord était *Sunnite.* Les mosquées avaient été désertées et les Oulemas qui y enseignaient s'étaient réfugiés chez eux. Un Muezzin appelant à la prière de l'aube ayant omis de prononcer la formule chiite a été descendu du minaret et exécuté sur le champ. Les inscriptions des monuments publics ont été effacées et remplacées par le nom du nouveau monarque. L'enseignement de la médecine et des sciences qui était prospère, avait été abandonné.

Ce fut, pendant près d'un siècle, une période de lutte sourde contre une population tenace à son orthodoxie (Kairouan était la troisième ville de l'Islam), qui ne prit fin que par le départ des Obeïedides, la fin de leur règne en Tunisie. Et par un retour des événements, ce fut l'extermination des Chiites en Tunisie. C'est ce qui explique aujourd'hui leur absence dans toute l'Afrique du Nord. Mais leur emprise sur l'Orient est restée très forte. Elle est entretenue par une propagande puissante, sournoise, ombrageuse, alliée à l'ignorance et l'analphabétisme des masses populaires. J'ai vu il y a cinq ans leurs adeptes se prosterner pour embrasser le seuil et la porte des sanctuaires de l'imam Ali, leur idole, et celui de son fils Heussein avant d'y entrer. Et c'est tout dire. J'ai rencontré à Ispahan un homme de 50 ans, célibataire parce qu'orthodoxe, les familles sunnites étant rares en Iran, me dit-il. Rien de pire que le fanatisme religieux. Il est aveugle et haineux... A l'annonce d'une république islamique, les Tunisiens sont restés sceptiques et les événements leur ont donné raison. D'abord il n'y a jamais eu dans tous les pays d'Islam de régimes démocratiques. Ceux qui en Tunisie ont applaudi Khomeiny, c'était dans un esprit anti-impérialiste. Mais il y a une organisation qui progressait et prenait du poil de la bête : les Frères musulmans. Je les avais dénoncés il y a quatre ans dans la R.P. Cette organisation doit sa force à la mansuétude du gouvernement actuel. Les mosquées dont ils sont les instigateurs poussent comme des champignons sur tout le territoire de la Tunisie. Les minarets sont équipés de hauts-parleurs. Ils succèdent au prédicateur dans la prière du vendredi pour faire leur propagande, et l'Etat paye l'entretien des mosquées et les prédicateurs. La caisse des Frères musulmans est riche. Leur revue est bien faite et c'est dans les écoles que, maîtres et adeptes, trouvent un terrain favorable pour leur propagande.

C'est le gouvernement qui les a favorisés pour en faire une force contre-révolutionnaire dans les facultés, demain dans les syndicats et ils l'ont prouvé à maintes reprises. Aujourd'hui seulement, le gouvernement s'est aperçu qu'ils faisaient de la préparation militaire en attendant qu'un colonel leur fournisse des armes.

Mais le ver est dans le fruit.

Ahmed BEN MILAD.

A TRAVERS LES LIVRES

LE NOUVEAU MOUVEMENT OUVRIER AMERICAIN

par Root and Branch (Spartacus)

Ce livre ne doit pas manquer d'intéresser les syndicalistes révolutionnaires parce qu'il étudie les comportements des travailleurs américains envers leurs organisations syndicales.

On sait que ces dernières ont une puissance énorme... et aussi que trop de leurs responsables, à tous les niveaux, ne sont pas réputés incorruptibles ! Mais les syndicats français ne sont-ils pas eux-mêmes corrompus ? Dans un certain sens ils le sont par leur politisation et aussi parce qu'ils touchent du Gouvernement (celui de Barre en ce moment) d'assez grassouillettes subventions officielles auxquelles, très probablement, s'ajoutent quelques « fonds secrets » à titre individuel. (On peut toujours jurer que les sommes allouées en vertu des lois n'impliquent aucune complaisance en contrepartie, mais le croit qui veut !). Pourtant ce n'est quand même pas comme aux Etats-Unis où il est courant que les entreprises, les trusts et les multinationales (dont on sait l'immense amour pour les prolétaires, le désintéressement et le fair-play) subventionnent les syndicats. Comme ces derniers contrôlent l'embauche, tout travailleur qui les conteste se trouve tout à fait libre de chercher en vain un emploi ailleurs ! Dans ces conditions comment la corruption ne s'épanouirait-elle pas à tous les échelons ? C'est devenu un état de fait auquel la plupart des Américains, toute illusion perdue, se résignent.

Bien entendu, le rôle de ces syndicats-là ne consiste pas à impulser ou organiser la lutte des travailleurs contre leurs employeurs, ni à promouvoir ou même appuyer des revendications, mais seulement à proposer des arbitrages sous les pressions opposées des exploitées et des exploiteurs : ce qui signifie que l'origine des pressions ouvrières se situe hors des syndicats au lieu d'en provenir. C'est pourquoi, dans bien des cas, il arrive que des ouvriers américains commencent par s'organiser eux-mêmes en dehors si ce n'est à l'insu de leurs syndicats, à seule fin d'exercer une pression sur eux, de les obliger à tenir compte de leur revendications ainsi que de leur combativité.

Quand les conflits sociaux prennent de l'ampleur, les syndiqués sont presque toujours amenés par les mêmes raisons à critiquer leurs mantadaires ouvertement ou à voix basse, soit en les accusant de corruption scandaleuse (ce qui entraîne des attaques personnelles, des règlements de comptes, des querelles de clans), soit en leur reprochant de faire les arbitres au lieu de défendre exclusivement les revendications. Ceux qu'on appelle les « radicaux » — et parmi eux l'équipe « Root and Branch « (Racine et Branche) — vont plus loin. Pour eux, les organisations spontanément créées rien qu'en vue de faire pression sur les syndicats devraient aller carrément jusqu'à les combattre, les nier, se substituer à eux, notamment dans le déclenchement et la conduite de grèves dites sauvages. Trois des plus importantes de ces grèves font, dans ce libre, l'objet d'études pertinentes. Leur ampleur comme leur échec ont été évidemment liés à des conjonctures économiques et politiques ainsi qu'aux conditions de vie propres aux Etats-Unis, et cela est également étudié avec soin.

Le problème que se pose l'équipe « Root and Branch » paraît bien être en définitive la recherche de formes d'organisation qui, à l'inverse du syndicalisme américain, permettraient aux travailleurs d'opposer à leurs employeurs, quels qu'ils soient, un front uni, solidaire, puissant, combatif, efficace. Somme toute n'est-ce pas là le point de départ et la raison d'être du syndicalisme révolutionnaire ?

S. R.

PARMI NOS LETTRES

De Louise CAZAUBON (65) :

J'attendais la R.P. de février... Mais je ne vois toujours rien venir ! Se serait-elle égarée en route ? Je n'en serais pas tellement surprise, mon adresse étant d'une écriture si pâle que j'admire qu'elle puisse quand même me parvenir ! Qu'en est-il pour celle de février ?

Je comprends que vous teniez à maintenir le souvenir de nos trois camarades [Monatte, Rosmer et Louzon] et je n'ai nullement l'intention de m'opposer à votre proposition. Certains diront peut-être que d'autres noms seraient à retenir. Outre cela je ne trouve pas très heureux phonétiquement un titre aussi long, un peu difficile à énoncer. Je pense aussi que c'est équivoque. De quelle amitié s'agit-il ? De celle qui existait entre eux ou de celle qui nous rassemble autour de leur nom ? Vous le préciserez certainement.

D'autres camarades m'avaient fait la même observation que vous, chère Louise Cazaubon. Aussi avais-je été amené à proposer une autre appellation : *Les amis du syndicalisme révolutionnaire.* Mais la suggestion de la création d'une telle association a été finalement repoussée par la réunion du 8 mars de l'Union des Syndicalistes. La majorté des camarades présents a considéré qu'elle doublerait en quelque sorte l'Union des Syndicalistes. Ce n'est pas mon avis personnel. Je souhaiterais savoir ce que vous en pensez... et ce qu'en pensent les autres lecteurs de la R.P.

Y. D.

HOMMAGE A FELIX RIVIERE
disparu l'été dernier

Félix RIVIERE était un bon et joyeux camarade débordant de vie et d'enthousiasme.

J'ai fait sa connaissance à Lyon au P.S.A. parti socialiste autonome en 1958.

Il avait ce que l'on appelle vulgairement une « grande gueule », parlait fort, avec conviction, servi par une voix sonore qui portait loin. Il avait une grande culture politique, un idéal ferme et joyeux, des idées claires et précises. Malgré une apparente rudesse de ton et des interventions véhémentes, malgré un vocabulaire paillard, il était d'une grande délicatesse. Jamais il n'abusait d'une situation, jamais il ne m'écrasa de cette supériorité que la société accorde toujours et partout aux hommes : c'était un authentique féministe. Il me traitait spontanément et tout naturellement sur pied d'égalité.

Je sais qu'il a été trotskyste, mais à l'époque où nous sommes devenus plutôt amis que camarades, il ne défendait aucunement les points de vue traditionnels du trotskysme. Il admettait sans restriction que la dictature du prolétariat menait à la dictature de quelques hommes, puis d'un seul. Et il avait une solide confiance dans le peuple, confiance bien éloignée de l'élitisme trotskyste. Quand je risquais de m'éloigner d'un point de vue démocratique il me rappelait à l'ordre : « Ce n'est pas toi qui imposeras au peuple ce qu'il doit faire pour être heureux, mais lui et lui seul qui doit choisir sa voie ».

Ce qui nous a le plus rapproché c'est l'antimilitarisme. Dans le P.S.A. sorti de la gauche de la S.F.I.O., il y avait alors beaucoup moins de chauvins que dans le reste du parti (contrairement à ce qui semble se passer actuellement au P.S. où le C.E.R.E.S. réputé « à gauche » semble, vu de l'extérieur, fort cocardier).

A l'intérieur de notre petit P.S.A. Rivière faisait partie, comme moi, d'un groupuscule de huit camarades qui défendaient le pacifisme et l'objection de conscience et menaient la lutte contre la guerre et le nationalisme.

Nous sommes entrés au P.S.U. à sa création. Malgré les déceptions qui suivirent, j'y restai, tandis que Félix Rivière le quittait, fatigué de parler dans le vide...

Nous n'étions plus au même parti ; il prenait sa retraite et partait dans le Midi. Je partis, de mon côté, habiter Versailles. Mais un fil solide nous reliait toujours : il m'avait abonné à la R.P.

Un jour, de passage sur la Côte d'Azur, j'allai le voir : nous eûmes une discussion mémorable sur les centrales nucléaires.

Il nous embrassa tous comme du bon pain, mon mari et moi-même ; et même des amis anglais qui nous accompagnaient (étonnés et charmés par tant de chaleur humaine).

Je me reproche ma paresse épistolaire ; à Pâques cette année, je lui écrivis une courte carte postale de Nice, où je lui exprimai ma joie d'habiter bientôt assez près de lui, donc l'espoir de le voir souvent...

Félix Rivière était un ami précieux, un camarade dynamique et joyeux, passionné et délicat. Un vrai idéaliste aux convictions solides et aux deux pieds sur terre.

Yvette PIERRE.

POUR SE DONNER BONNE CONSCIENCE

On peut s'étonner à juste titre de l'éditorial du dernier numéro. Si certains militants éprouvent le besoin de rejoindre l'A.I.C.F., ceci ne justifie nullement la place importante occupée dans la R.P. D'abord c'est le type même d'association, qui fait penser à une œuvre charitable. De ce fait, n'importe qui peut y participer. Vous me direz que toute personne qui, désirant lutter contre la famine, ne peut-être incriminée, à première vue quoi de plus juste, quoi de plus normal ! Mais en regardant de plus près, on s'aperçoit vite, que beaucoup de personnalités notamment citées dans le dernier éditorial, sont plus que douteuses.

Il s'agit de savoir si l'on veut se donner bonne conscience vis-à-vis de la faim dans le monde, en apportant son approbation à une organisation qui a plus une vocation charitable, que celle de prendre le mal à la racine. Car c'est bien de cela qu'il s'agit, faut-il forcer les pays industrialisés à n'apporter qu'une aide alimentaire aux pays sous-développés ? Ce qui permet à beaucoup d'apaiser leur conscience en continuant de ne rien changer à leur rythme de vie, de consommation, de gaspillage et de pollution. Il faudrait essayer de comprendre la raison de la famine, de la misère. S'attaquer aux causes davantage qu'aux effets. Lutter contre le pillage systématique, la surpopulation et la nouvelle forme de colonialisme du Tiers Monde, est une action qui, à long terme, supprimera la famine.

Car il y a à manger pour tous, mais sous certaines conditions. Le Tiers Monde n'a pas besoin de charité, mais au contraire de respect.

Au siècle dernier les colonisateurs avaient pour but d'exploiter au maximum les colonies. En échange ils donnaient un strict minimum de nourriture, faisant disparaître si l'on peut dire le mythe de la famine ; c'est ainsi qu'ils se faisaient passer pour des sauveurs contre la faim. Evidemment ils laissaient leur pays dans la plus totale ignorance.

Aujourd'hui les colonies n'existent plus. Mais le néo-colonialisme est plus puissant et plus dangereux encore que celui d'hier. Au début du siècle, ayant découpé par exemple l'Afrique centrale en pays tout à fait artificiels, ne tenant aucun compte des ethnies, les pays industriels aujourd'hui obtiennent dans ce sens une tranquillité beaucoup plus grande qu'hier — pendant que les tribus s'affrontent.

Ils en profitent pour tirer le maximum de matières premières. Et, par sécurité on place à la tête de ces pays quelques individus peu soucieux de la condition de leurs semblables. C'est ainsi que des fortunes colossales se sont montées, en échange du pillage systématique des matières premières.

Voilà en vérité le véritable sens qu'il faudrait donner à une action contre la faim. Ceci engendre certes un choix de société, choix d'autant plus difficile, qu'il amènerait les pays industrialisés à réduire leur rythme de consommation et de production.

Mais malheureusement beaucoup préfèrent à tout prendre, de peur de voir leur petit confort quoditien dérangé, une action charitable ne serait-ce que pour se donner bonne conscience.

MIchel DESCARSIN.

AU CAMARADE THEO LIPPE

La dernière R.P. m'a particulièrement frappé. Je ne sais pas ce que tu en penses cher Théo, mais moi je n'en suis pas revenu. Peut-être comme moi as-tu été frappé par certains passages. Peut-être es-tu comme moi, un possédé. Possédé d'un vieux réflexe anticlérical. Entre nous, je ne vois guère que saint Thomas pour nous exorciser.

Mais nous sommes peut-être passéistes. Après tout, la nouvelle « gôche », représentée dans l'intelligentsia, par Jean Daniel, Sollers, B. H. Lévy, Attali, te fait-elle penser aux dirigeants de la C.F.D.T. qui ne parlent que de déceptions et de faiblesses du mouvement ouvrier.

A la R.P., on est pour la Charte d'Amiens comme base du syndicalisme, la C.F.D.T. n'en parle pas. Mais tant pis ! D'ailleurs en ce moment elle « bave ». « F.O. a repoussé dédaigneusement la rencontre avec la C.F.D.T. » Mais peut-être penses-tu que les propositions des Conseils d'Atelier de la C.F.D.T. font sourire Ceyrac.

Théo, connaissais-tu l'A.I.C.F., où milite la nouvelle gauche ? Non. Tu connais par contre les militants d'AMNESTY ou du Comité International contre la répression ?

J'ai cherché aussi longuement l'article de Jean Moreau. Je n'avais pas vu le titre !

Voilà, Théo ! Peut-être as-tu appris que les bavures étaient « inévitables » ! Alors on est d'accord.

Salutations à toi.

REGAMORF.

D'OU VIENT L'ARGENT ?

MOIS DE FEVRIER 1980

Recettes		
Abonnements ordinaires	1.858	
Abonnements de soutien	1.700	3.558
Souscription		990
Vente au numéro		60
Total des recettes		4.608
En caisse au 1er février 80		4.346,81
		8.954,81
Dépenses		
Lettre propagande A.N.A.T.E.E.P.		582,12
Téléphone		133
Ed. Polyglottes, dernier acompte 79		5.000
Total des dépenses		5.715,12
En caisse au 29 février 80		3.239,69
		8.954,81

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Sorin (44) 150 ; Berrard (75015) 120 ; H. Monteillet (63) 150 ; L. Cazaubon (65) 150 ; Buissonnier (94) 150 ; Divet (35) 200 ; Carmené (64) 120 ; Pasquet (24) 120 ; Toesca (94) 150 ; Organde (38) 120 ; Fourgeaud (83), 150 ; Doré (79) 120. — Total : 1.700 F.

SOUSCRIPTION

Moreau (94) 300 ; Périé (46) 100 ; Y. Delaunay (75011) 120 ; Capelle (75019) 20 ; J. Reclus (92) 150 ; Fleuret (43) 150 ; Fromager (75013) 150. — Total : 990 F.

LES ÉDITIONS SYNDICALISTES

Envoyer vos commandes à l'adresse suivante :
EDITIONS SYNDICALISTES - B.P. 97 — 75862 PARIS CEDEX 18
Ne portez aucun N° de C.C.P. si vous payez par chèque postal

- Nous avons le plaisir de vous annoncer la sortie imminente de la brochure de **V. Griffuelhes,** L'ACTION SYNDICALISTE (voir notre encadré page 12-44).

- Nous vous recommandons naturellement les autres ouvrages édités par nos soins : LA CHINE, de **Robert Louzon** (15 F), LES OUVRIERS DE SAINT-NAZAIRE, de **Nicolas Faucier** (38 F), LES TROIS PHASES DE LA REVOLUTION SOCIALISTE, de **R. Guilloré** (10 F). Mais aussi POUR UNE LECTURE OUVRIERE DE LA LITTERATURE, de **Pierre Aubéry** (25 F), LA PRESSE QUOTIDIENNE, de **N. Faucier** (30 F), J'AVAIS VINGT ANS, de notre regretté camarade **René Michaud** (25 F), UN INDIVIDUALISTE DANS LE SOCIAL : HAN RYNER, de **Louis Simon** (15 F), LA SOCIETE DES LOISIRS, de **Maurice Lime** (10F), LA DIALECTIQUE SCIENTIFIQUE de **R. Louzon** (15 F).

- Nous vous rappelons que nous tenons à votre disposition, avec une remise de l'ordre de 20 % sur les prix moyens pratiqués en librairie, les ouvrages suivants des Editions **SPARTACUS** : REPONSE A LENINE, de **H. Gorter** (16 F), LE NOUVEAU MOUVEMENT OUVRIER AMERICAIN, de **Root** et **Branch** (30 F), CLASSES LABORIEUSES ET REVOLUTION, de **Simon Rubak** (21 F).

- Avec la même remise de l'ordre de 20 %, les ouvrages suivants des EDITIONS **MASPERO** : AVEC LES OUVRIERS DE MAZAMET, de **R. Cazals** (56 F), LES CARNETS DE GUERRE, de **Louis Barthas**, tonnelier (52 F), ALFRED ROSMER ET LE MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE INTERNATIONAL, de **Christian Gras** (36 F), LA LIBRAIRIE DU TRAVAIL, de **Marie-Christine Bardouillet** (28 F), LA DEFAITE DU FRONT POPULAIRE, de **Guy Bourdé** (42 F), UNE PETITE PIERRE (L'exil, la déportation et la mort d'un ouvrier communiste italien en U.R.S.S., 1933-1939), 40 F). L'ARME ALIMENTAIRE, de **Sophie Bessis** (45 F), VIVRE ET LUTTER A LONGWY, de **Gérard Noiriel** (28 F), LA LUTTE SYNDICALE, de **Pierre Monatte** (38 F).

- Toujours avec la même remise : les numéros 1 et 2 de la revue **L'ALTERNATIVE,** de **François Maspéro.** Le n° 1 : 10 F (au lieu de 12 F). Le n° 2 : 13 F (au lieu de 15 F). L'abonnement annuel (6 numéros) : 56 F (au lieu de 70 F).

Mais ce sont maintenant les ouvrages d'un **beaucoup plus large éventail d'éditeurs** que nous vous proposons cette fois :

- EDITIONS **FLOREAL** (couplées à la revue d'histoire populaire LE PEUPLE FRANÇAIS). (Ici nous vous faisons le même prix que celui que pratiquent les Editions Floréal elles-mêmes dont l'adresse, la même que celle du Peuple français, est : 32, rue Chartraine, 27000 EVREUX et le C.C.P. 13895 29 N PARIS). Dossier n° 1 : LUTTES OUVRIERES (15 F). Dossier n° 2 : LES PAYSANS (20 F). Dossier n° 3 : LES ANNES MUNICHOISES (1938-1940) (25 F). Dossier n° 4 : COURRIERES 1906, 1.100 MORTS (25 F).

Par contre, pour les éditeurs suivants, la remise est de l'ordre de 20 % comme pour **MASPERO** et **SPARTACUS** :

- LES LETTRES MODERNES : MECISLAS GOLBERG (1868-1907), de notre ami **Pierre Aubéry** (64 F).

- ATELIER MARCEL JULLIAN : MAY LA REFRACTAIRE, de **May Picqueray** (43 F), LE DIABLE DANS LE SOLEIL, de l'exilé argentin **Carlos Gabetta** (47 F).

- P.I.U.F. (Première Imprimerie Ukrainienne de France), les œuvres suivantes de dissidents ukrainiens : JE NE VOUS DEMANDE RIEN, de **V. Tchornovil** (24 F), et, du même auteur, LE MALHEUR D'AVOIR TROP D'ESPRIT (20 F), CHRONIQUE DE LA RESISTANCE, de **V. Moroz** (32 F), LE MESSAGER UKRAINIEN : ETHNOCIDE DES UKRAINIENS EN U.R.S.S. (24 F), DOCUMENTS DU GROUPE UKRAINIEN POUR L'APPLICATION DES ACCORDS D'HELSINKI (4 F), LA NOUVELLE VAGUE LITTERAIRE EN UKRAINE (16 F).

- EDITIONS **BELFOND** : LES RITALS, de **Cavanna** (42 F), LES RUSSKOFFS, du même auteur (51 F), A TRAVERS LES REVOLUTIONS ESPAGNOLES (série d'articles parus dans la R.P. de mai 1931 à janvier 1938) (9 F).

- EDITIONS **SINBAD** : UNE PENSEE ANTICOLONIALE, POSITIONS 1939-1979, de **Ch.-A. Julien** (55 F).

- EDITIONS **GALLIMARD** : les trois romans de **Claire Etcherelli** : ELISE OU LA VRAIE VIE (8,50 F), A PROPOS DE CLEMENCE (6,50 F), UN ARBRE VOYAGEUR (39 F).

- EDITIONS **R. LAFFONT** : les quatre tomes de la grande fresque historique LES HOMMES DE LA LIBERTE, de **Claude Manceron** : LES VINGT ANS DU ROI (60 F), LE VENT D'AMERIQUE (59 F), LE BON PLAISIR (56 F) et, tout récemment sorti, le tome 4 : LA REVOLUTION QUI LEVE (1785-1787) (69 F).

- EDITIONS **STOCK 2** : L'ALTERNATIVE, de **Rudolf Bahro** (36 F).

- EDITIONS DU **SEUIL** : L'AUTOGESTION, C'EST PAS DE LA TARTE, de **Marcel Mermoz** (36 F), LES SEPT SYNDICALISMES, de **Gilles Martinet** (36 F), L'APPEL AUX VIVANTS, de **Roger Garaudy** (36 F), IRAN, LA REVOLUTION AU NOM DE DIEU, de **Claire Brière** et **Pierre Blanchet** (36 F), POUR GRAMSCI, de **M.-A. Macchiocchi** (40 F) et du même auteur APRES MARX, AVRIL (27 F), enfin les œuvres suivantes non épuisées de **René Dumont** : L'AFRIQUE NOIRE EST MAL PARTIE (poche, 9 F), PAYSANNERIES AUX ABOIS (Ceylan, Tunisie, Sénégal) (30 F), L'UTOPIE OU LA MORT (25 F), LA CROISSANCE... DE LA FAMINE (23 F).

- LIBRAIRIE ACADEMIQUE PERRIN : Le XX[e] siècle, raconté par **Max Gallo** (56 F).

Nous faisons enfin savoir à nos lecteurs que nous tenons à leur disposition des collections complètes de LA VIE OUVRIERE d'avant 1914 : 110 numéros (dont 6 numéros doubles), 7.552 pages, rééditée en fac-similé, en 1976, par **Alain Bouc** — l'ancien correspondant du **Monde** à Pékin — et ses amis de **l'Association de Documentation ouvrière.**

Le prix est évidemment élevé : 1.500 F, mais nous consentirions éventuellement des facilités de paiement à nos abonnés que tenterait une telle acquisition.

Imprimerie « E.P. », 232, rue de Charenton, 75012 Paris
Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Le directeur de la publication : Raymond GUILLORE
Commission paritaire : n° 62.443